LOIS

LOI n° 2025-175 du 24 février 2025 visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (1)

NOR : TSSX2330943L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique

La troisième partie du code de la santé publique est ainsi modifiée :

1° Après l'article L. 3513-5, il est inséré un article L. 3513-5-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 3513-5-1.* – Sont interdites la détention en vue de la vente, de la distribution ou de l'offre à titre gratuit, la mise en vente, la vente, la distribution ou l'offre à titre gratuit des dispositifs électroniques de vapotage mentionnés au 1° de l'article L. 3513-1 qui sont préremplis avec un liquide et ne peuvent être remplis à nouveau, qu'ils disposent ou non d'une batterie rechargeable. Cette interdiction ne s'applique pas aux cartouches. » ;

2° L'article L. 3513-7 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, au début, les mots : « Les dispositifs électroniques de vapotage jetables, » sont supprimés et, après le mot : « recharge », sont insérés les mots : « des dispositifs électroniques de vapotage » ;

b) Au deuxième alinéa, les mots : « de dispositifs électroniques de vapotage jetables, » sont supprimés et la première occurrence du mot : « les » est remplacée par le mot : « de » ;

3° A l'article L. 3513-15, les mots : « des dispositifs électroniques de vapotage jetables et » sont supprimés ;

4° Au chapitre III du titre I^{er} du livre V, est insérée une section 3 intitulée : « Dispositions diverses » et comprenant l'article L. 3513-19 ;

5° Au premier alinéa des articles L. 3515-1 et L. 3515-2, les mots : « , L. 3513-5 et L. 3513-6 » sont remplacés par les mots : « et L. 3513-5 à L. 3513-6 » ;

6° Après l'article L. 3515-2, il est inséré un article L. 3515-2-1 A ainsi rédigé :

« *Art. L. 3515-2-1 A.* – Les agents mentionnés à l'article L. 511-3 du code de la consommation sont habilités à rechercher et à constater les infractions aux articles L. 3513-4, L. 3513-5-1, L. 3513-7, L. 3513-8, L. 3513-9, L. 3513-15, L. 3513-16, L. 3513-17 et L. 3513-18 du présent code ainsi qu'aux mesures réglementaires prises pour l'application de ces articles.

« A cet effet, ils disposent des pouvoirs prévus au dernier alinéa du I de l'article L. 511-22 du code de la consommation. » ;

7° Le I de l'article L. 3515-3 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le mot : « punie » est remplacé par le mot : « puni » ;

b) Au premier alinéa du 12°, les mots : « des dispositifs électroniques de vapotage jetables, » sont supprimés et, après le mot : « recharge », sont insérés les mots : « des dispositifs électroniques de vapotage » ;

c) Au 15°, après la première occurrence du mot : « de », sont insérés les mots : « fabriquer, détenir en vue de la vente, de la distribution ou de l'offre à titre gratuit, mettre en vente, » et, après le mot : « vapotage », la fin est ainsi rédigée : « en méconnaissance de l'article L. 3513-5-1 ; »

8° L'article L. 3822-4 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les articles L. 3513-5-1, L. 3513-7, L. 3513-15, L. 3515-1 et L. 3515-3 sont applicables dans le territoire des îles Wallis et Futuna, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2025-175 du 24 février 2025 visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 24 février 2025.

EMMANUEL MACRON

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

FRANÇOIS BAYROU

La ministre du travail, de la santé,
des solidarités et des familles,

CATHERINE VAUTRIN

*Le ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et numérique,*
ÉRIC LOMBARD

*Le ministre auprès de la ministre du travail,
de la santé, des solidarités et des familles,
chargé de la santé et de l'accès aux soins,*
YANNICK NEUDER

(1) *Travaux préparatoires* : loi n° 2025-175.

Assemblée nationale [Seizième législature] :

Proposition de loi n° 464 ;

Rapport de M. Michel Lauzzana et Mme Francesca Pasquini, au nom de la commission des affaires sociales, n° 1926 ;

Discussion et adoption, dans le cadre de la procédure de législation en commission, après engagement de la procédure accélérée, le 4 décembre 2023 (TA n° 205).

Sénat :

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, n° 161 (2023-2024) ;

Rapport de M. Khalifé Khalifé, au nom de la commission des affaires sociales, n° 304 (2023-2024) ;

Texte de la commission n° 305 (2023-2024) ;

Discussion et adoption le 7 février 2024 (TA n° 65, 2023-2024).

Assemblée nationale [Dix-septième législature] :

Proposition de loi, modifiée par le Sénat, n° 155 ;

Rapport de M. Michel Lauzzana, au nom de la commission mixte paritaire, n° 849 ;

Discussion et adoption le 4 février 2025 (TA n° 41).

Sénat :

Rapport de M. Khalifé Khalifé, au nom de la commission mixte paritaire, n° 262 (2024-2025) ;

Texte de la commission n° 263 (2024-2025) ;

Discussion et adoption le 13 février 2025 (TA n° 54, 2024-2025).